

1, 3	Problématiques à l'interne des OSC/réseaux (ex. compétition, tensions, centralisation et manque d'inclusivité), y compris reliées à l'accès de femmes à des positions de management	Moyenne	Moyen	Promouvoir des méthodologies qui mettent en avant une approche inclusive aux OSC/réseaux, axée sur la gouvernance interne et la redevabilité, y compris pour vaincre les résistances de certaines à intégrer les jeunes et femmes de manière plus inclusive, renouveler le leadership, etc.
3	Faibles capacités des OSC notamment en matière de gestion financière ce qui résulte en une insuffisante capacité d'absorption des fonds disponibles par les OSC et en une faible capacité humaine et technique.	Moyenne	Moyen	Mettre en place un dispositif d'accompagnement permanent et progressif des OSC en vue de renforcer leurs capacités tout en valorisant les expériences réussies. Faciliter l'émergence de groupements/consortia d'OSC expérimentées et non expérimentées pour la mise en œuvre des projets.

Enseignements tirés :

L'UE se veut un partenaire ' de proximité ' avec la société civile. Principal bailleur de fonds de la société civile au Congo avec la France (AFD/SCAC), son action est hautement appréciée et reconnue tant par les OSC - qu'elles soient nationales ou internationales - que par les partenaires techniques et financiers.

L'engagement de l'UE envers les OSC revêt différentes formes :

- L'appui direct à travers l'octroi de subventions ; pour ce qui concerne la DUE : principalement via les programmes thématiques OSC/AL, IEDDH, mais aussi la ligne budgétaire environnement, le Programme SUCRE, et des programmes régionaux tels qu'ECOFAC. A noter également des subventions de l'AFD à travers la Direction du Partenariat avec les ONG (DPO), et les ' contrats de désendettement et de développement ' (C2D), ou de l'Ambassade de France (SCAC) à travers le PISCCA : ' Programme de soutien aux Initiatives de la société civile et Coalitions d'Acteurs ' – alloué à l'Ambassade, et géré par le SCAC.
- Le PIN 2014-2020 UE-Congo comprend des actions en faveur de la SC, complémentaires au programme thématique OSC/AL, à travers l'implication des acteurs de la société civile congolaise dans les différents programmes financés sur le 11^e FED, et en particulier en matière de gouvernance économique et commerciale (implication de la SC dans le PRCCE II, dans la mise en œuvre de l'accord APV-FLEGT) et dans le secteur du développement local et de l'appui à la décentralisation (programme ' villes résilientes ' à Nkayi et Owando).
- Une assistance technique financée à travers les mesures d'accompagnement des programmes OSC/AL et IEDDH (UE) qui, depuis 2011, est en charge d'informer, sensibiliser les OSC sur les politiques de l'UE, et renforcer leurs capacités en termes de propositions et mise en œuvre de projets de développement.
- Des activités organisées par la DUE tout au long de l'année, visant à renforcer la visibilité des actions de la SC, à sensibiliser la population sur son rôle et à faciliter les échanges entre acteurs.
- Enfin, l'UE apporte un appui continu aux OSC bénéficiaires de subventions UE pour ce qui concerne la communication et visibilité de leurs projets.

En termes d'appui opérationnel, le rôle de l'UE peut être qualifiée comme crucial, puisqu'elle reste le principal bailleur de fonds de la société civile au Congo, particulièrement dans des situations de crise économique et financière récurrentes. Dans ce contexte, l'appui à la société civile congolaise en tant que prestataire de services reste d'ailleurs particulièrement pertinent, puisqu'il permet - au moins partiellement - de pallier aux déficiences de l'Etat pour ce qui concerne l'accès des populations aux services de base, tout en renforçant les capacités des OSC.

La société civile est néanmoins appelée également - et surtout - à appuyer en tant qu'acteur de la Gouvernance, en facilitant sa participation à l'élaboration et au suivi des politiques publiques. Dans ce sens, beaucoup d'efforts sont encore à fournir, en termes de structuration des OSC, de renforcement de leurs capacités techniques et de plaidoyer, mais aussi d'amélioration des relations OSC/pouvoirs publics (à tous les niveaux), afin de pouvoir arriver à un réel dialogue. Afin d'assurer une meilleure représentativité des OSC congolaises, les femmes et les jeunes devraient faire l'objet d'une attention particulière, et bénéficier d'actions spécifiques.

En termes de dialogue politique, l'UE a un rôle particulièrement important à jouer dans l'appui des revendications des OSC qu'elle juge légitimes, mais aussi dans la veille du respect des engagements congolais visant à renforcer le rôle